

Tunisie : proposition d'un congrès national de salut

vendredi 12 juillet 2013, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 11 juillet 2013).

Deux articles des 10 et 11 juillet parus dans la presse tunisienne concernant la réunion du 9 juillet à l'initiative du « Front populaire pour la réalisation des objectifs de la révolution ».

Sommaire

- [Le Front populaire, l'UPT, \(...\)](#)
- [Vers un congrès du Salut \(...\)](#)

Le Front populaire, l'UPT, d'autres partis et associations décident Organisation d'un congrès national de salut

<http://www.lapresse.tn/11072013/69791/organisation-dun-congres-national-de-salut.html>

La réunion de concertation et d'échange qui s'est tenue, mardi dernier à Tunis, entre onze partis de l'opposition, notamment le Front populaire et l'Union pour la Tunisie, s'est soldée par la signature d'un document appelant à l'organisation d'un congrès national de salut. Les signataires de ce document sont, entre autres, Nida Tounès, Al Massar, le Front populaire, Al Watad, le Parti socialiste, Al Majd, ainsi que douze associations de la société civile dont les mouvements « Tamaroud », Khnagtouna », l'Uget, l'Unft, l'Atfd.

Le parti Al Jomhuri est le seul membre de l'UPT qui n'a pas signé jusqu'ici ce document.

Toutes ces parties ont répondu positivement à l'initiative du Front populaire, discuté de l'évolution de la situation politique en crise afin de trouver des solutions communes.

Contacté, Hamma Hammami, porte-parole du Front populaire, nous dévoile la teneur des débats : *« C'était très positif, il y a presque un accord total sur le constat d'échec de la gouvernance de la Troïka avec à sa tête le mouvement Ennahdha. Tout le monde s'est également accordé sur le fait que cette coalition au pouvoir assume la responsabilité de la situation actuelle de plus en plus grave, d'autant qu'elle ne cherche pas à y trouver des solutions. Bien au contraire, elle cherche à s'éterniser au pouvoir et à pérenniser la phase transitoire au détriment des intérêts du pays et du peuple. »*

Lors de cette réunion, les participants ont insisté sur le fait que l'Assemblée nationale constituante et toutes les institutions (la présidence de la République et le gouvernement) qui en ont émané ont perdu toute légalité et légitimité. Le porte-parole du Front populaire explique cela : *« Le mandat de la Troïka s'est achevé le 23 octobre 2012. Elle a donc perdu toute légitimité, sans compter son incapacité totale à trouver des solutions aux problèmes qu'affronte le pays ».*

Continuer à faire pression sur la Troïka

La violence et le terrorisme se sont installés parmi nous, le dernier draft de la constitution ne répond pas à l'attente du peuple, la réforme des institutions est renvoyée aux calendes grecques. Pis encore, Ennahdha ne cesse de mettre la main sur l'appareil de l'Etat pour l'instrumentaliser.

D'autre part, la crise économique menace de plonger le pays dans un tourbillon sans fin, le chômage, la cherté de la vie, la marginalisation, l'exclusion, le déséquilibre régional ne cessent de s'approfondir. Au plan diplomatique, la Tunisie n'a plus de poids, au contraire, elle est devenue tout a fait risible. « Tout cela, conclut Hama Hammami, n'est que l'expression d'une tentative de faire avorter la révolution et de mettre sur pied une nouvelle dictature ».

Les participants à la réunion ont également échangé leurs idées et opinions sur la manière de faire face à cette crise. Plusieurs idées ont été débattues dont

* la dissolution aussi bien de l'ANC que du gouvernement. Ils ont par conséquent appelé à un gouvernement de salut national afin de terminer dans les plus brefs délais cette deuxième phase transitoire.

* D'autres ont proposé un point de vue différent, à savoir continuer à faire pression sur la Troïka afin de l'obliger à faire plus de concessions.

Hama Hammami nous confie que « l'idée qui a finalement prévalu est celle de tenir un congrès de salut national dans les plus brefs délais afin de fixer la stratégie à suivre ».

Enfin, les présents ont exprimé leur soutien à tous les mouvements populaires à caractère civil et pacifique et ont appelé leurs militants et partisans à y participer.

Les signataires de l'appel à un congrès national de salut :

- Hama Hammami : Front populaire
 - Jilani Hammami : Parti des travailleurs
 - Zied Lakhdar : Parti des patriotes démocrates unifié
 - Slim Ben Arfa : Al Massar
 - Nizar Amami : Ligue de la gauche ouvrière
 - Hassen Kassar : Mouvement Baâth
 - Farhat Radaoui : Parti socialiste de gauche
 - Ridha Belhaj : Nida Tounès
 - Ahmed Seddik : L'Avant-garde arabe
 - Houssein Hama : L'Alternative sociale
 - Mongi Khadraoui : Syndicat des journalistes
 - Rafika Rekik : Moussawat
 - Faïza Skandrani : Moussawat Wa Tanasof
 - Amel Radhouani : Indépendante
 - Béchir Rajhi : Citoyenneté et solidarité
 - Jawher Ben M'barek : Doustourna
 - Salem Ayari : Union des diplômés au chômage
 - Meriem Zghidi : Femmes démocrates
 - Wael Naouar : Uget
 - Mohamed Ali Asli : Alliance civile
 - Tarek Benhiba : Fédération tunisienne pour la citoyenneté entre les deux rives.
- Il est à préciser que la liste des signataires demeure ouverte.

— Vers un congrès du Salut National La Troïka fait s'éterniser la transition

démocratique

<http://www.letemps.com.tn/article-77637.html>

- « L'écrasante majorité des présents à la réunion d'avant-hier soir est favorable à la dissolution de l'ANC. Certains parlent de délais », affirme Jilani Hammami
- « La légitimité appartient au peuple ; elle n'est pas un chèque en blanc », prévient Abdewahab El Hénî
- « Toute la période précédente était pour la Troïka, celle des manœuvres pour repousser la transition », rappelle Jawhar Ben M'Barek

Une réunion de concertation entre partis politiques et composantes de la société civile s'est tenue mardi soir à Tunis suite à l'appel lancé par le Front populaire. Y ont pris part en plus des composantes du Front populaire, celles de l'Union pour la Tunisie, Nida Tounès, Al-Joumhouri, Al-Massar, le Parti Socialiste, le parti du Travail Patriotique et Démocratique, ainsi que le parti Al-Majd et des représentants de la société civile comme, le Syndicat National des Journalistes Tunisiens (SNJT), l'Union Générale des Etudiants de Tunisie (UGET), l'Union des Diplômés Chômeurs (UDC), les Femmes Démocrates, Dostourna et les initiateurs des mouvements « Tamarrod » et « Khnaktouna ». A l'ordre du jour, l'examen de la situation actuelle de la transition et comment parvenir à dépasser cette crise.

Jilani Hammami, porte-parole du Parti des Travailleurs et un des dirigeants du Front populaire, précise au Temps qu'il y a « eu convergence d'idées pour faire le diagnostic de la situation. La situation est alarmante. Ceux qui sont au pouvoir assument la gravité de la crise. Pour les solutions, on s'est entendu pour organiser un congrès national de salut. Une commission de contact et de suivi a été formée. Elle prendra l'attache des autres partis et associations pour la tenue de ce congrès. L'écrasante majorité des présents sont favorables à la dissolution de l'Assemblée Nationale Constituante. Certains évoquent et fixent même des délais. C'est ce que débattront le Congrès national de salut ». Jilani Hammami est sorti de la réunion avec une note positive. « De larges forces civiles et politiques sont en train de se concerter et de se rapprocher, c'est en soi positif », dit-il.

Andelawaheb El Hénî, secrétaire général du parti Al-Majd, affirme au Temps, que la « réunion était l'occasion de confirmer un constat général ayant trait à la grogne populaire contre le Gouvernement et la hausse des prix. Le deuxième constat est la nécessité de réajuster le processus de transition. Concernant les propositions concrètes, il y en a eu deux qui convergent dans le même sens.

* La première appelle à la dissolution de l'Assemblée Nationale Constituante (ANC) et de toutes les instances qui en sont issues. C'est une ligne de rupture totale avec le processus actuel.

* La deuxième ligne prône la pression pour assurer les correctifs nécessaires. Al-Majd penche pour la pression. Nous sommes contre le scénario de l'affrontement dans la rue qui ne sert que ceux qui veulent diviser l'opinion et le pays. Le scénario égyptien peut être séduisant pour certains. Pour nous sortir de l'arène politique pour aller occuper la rue est trop risqué. C'était l'erreur de Morsi. En Egypte il y a l'armée. En Tunisie, c'est le vide total. Nous sommes pour la fixation d'une date buttoir pour l'achèvement de l'élaboration de la Constitution. Le 25 Juillet est une date claire et réaliste. Nous savons où il y a des accords et où il y a des mines. Deux semaines suffisent pour célébrer la fête de la République avec une Constitution consensuelle. Par la suite il faudra s'engager dans le marathon électoral. Il faut revoir les nominations au sein du Gouvernement.

* Il faut le remanier sur la base d'un premier critère de la compétence. 80% des ministres sont nommés sur la base de l'allégeance.

* Le deuxième critère est celui de l'impartialité. Les membres de l'Exécutif ne doivent pas se présenter aux prochaines élections. Ainsi le pays aura des membres du Gouvernement qui travaillent à plein temps. Nous avons des ministres qui gèrent leurs affaires commerciales et politiques à partir

de leurs bureaux ». Par ailleurs, Abdelwahab El-Hani propose l'intégration dans la Constitution, d'un article permettant aux citoyens d'entreprendre des initiatives de destitution de responsables par des pétitions. Le véritable détenteur de la souveraineté est le peuple. La légitimité lui appartient et il peut la retirer. La légitimité n'est pas un chèque en blanc ». Le congrès de Salut tranchera entre les deux visions, celle de la rupture et celle de la pression à exercer.

Jawhar Ben M'barek, coordinateur de Dostourna, déclare au Temps, que « la réunion était positive. C'est la deuxième réunion après l'assassinat de Chokri Belaïd. Tout le monde s'est retrouvé autour d'une même table. C'est un message clair de solidarité entre les forces démocratiques. Il y a eu un diagnostic unanime de la situation dans le pays. Le processus démocratique est dans une impasse. Toute la période précédente était pour la Troïka, celle des manœuvres pour repousser la transition sans véritablement traiter les dossiers en suspens. Désormais la solution n'est pas avec la Troïka, mais face à la Troïka. L'opposition est allée plus loin pour dire qu'elle n'a plus confiance en l'ANC et les institutions qui en dérivent. Nous appelons dans les plus brefs délais à un congrès national de Salut, probablement le 25 Juillet courant. Le plus important est que les forces politiques présentes et la société civile ont apporté leur soutien aux mouvements de jeunes, leurs revendications, actions et appels ».

Hassine BOUAZRA